

Le Bourbonnais républicain

Publié Extra-Local, l'œuvre de Paris
MM. Stanchonnet et Octo, chefs de Publication, 12, rue Blanche, PARIS (9^e) Pigalle 61-48
Toute la correspondance doit être adressée Boite Postale 29, VICHY
ou 11, rue Saint-Dominique
Prix de l'abonnement : 15 fr. Téléphone :
Chèques Postaux : 61-10 Clermont-Fd Vichy 32-25 - Moulin 88

« Les partis et les suffrages
changent : les traditions
et les besoins essentiels
du pays ne changent pas »

Directeur politique : L. LAMOUREUX

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET D'INFORMATIONS

Organisons-nous !

Depuis 19 ans, dans la circonscription de Lapalisse, le parti radical n'avait toujours connu que des victoires aux élections législatives. Pour la première fois, il vient de subir une défaite. Incalculons-nous devant la volonté du suffrage universel librement exprimée ; regrettons seulement l'absence, au sein du Parlement, de Lucien Lamoureux, homme sage, gros travailleur, habitué à considérer les réalités en face.

Que ceux qui, dans l'avenir, seraient tentés de nous donner des leçons de républicanisme, se rappellent qu'au cours de cette campagne électorale, la fédération radicale-socialiste de l'Allier est toujours restée en parfaite concordance de vues avec les directives du Comité exécutif et que, jusqu'au bout, elle a su prouver sa fidélité au rassemblement populaire.

Les causes de cet échec sont multiples : à plusieurs reprises, la presse les a déjà exposées. Au premier plan, il convient de placer la colère populaire à l'égard de la Chambre défunte ; en période de crise, de misère et de chômage comme celle que nous traversons, le mécontentement se traduit inévitablement par un accroissement considérable des suffrages d'extrême-droite et d'extrême-gauche. Il y a eu aussi, et on ne le soulignera jamais assez, la campagne acharnée menée contre le candidat radical par les groupements réactionnaires qui ont renouvelé contre Lamoureux ces attaques aussi violentes que déloyales qu'a flétries, comme il le convenait, le président Herriot.

Après le résultat du scrutin du 3 mai, convient-il de nous laisser aller au découragement et d'abandonner la lutte ? Devons-nous laisser tomber ce drapeau radical que nos Aînés ont si souvent conduit à la victoire et pour lequel ils ont consenti tant de sacrifices ? Une pareille attitude serait de la lâcheté ; c'est vers l'avenir qu'il faut regarder ; demain, une grande et noble tâche nous attend ; nous n'avons pas le droit, si nous sommes des républicains dignes de ce nom, de nous y dérober.

Pour l'avenir, le développement de notre parti dans ce département, regardons la réalité bien en face, dégageons de cette dernière campagne électorale les leçons qui s'imposent, examinons le malaise dont nous souffrons pour chercher ensuite les remèdes appropriés.

Une première constatation sur-gît à l'esprit : le manque à peu près complet d'organisation et de propagande. Trop longtemps, nos braves radicaux se sont endormis sur leurs lauriers ; plongés dans une véritable léthargie, ils avaient perdu tout contact direct avec l'ensemble de l'arrondissement, ne pratiquant d'autre action politique que celle de discuter autour d'un guéridon de café ! Pour eux, le succès de Lamoureux était si certain qu'il n'y avait qu'à laisser couler l'eau sous le pont ; partisans absolus de la loi du moindre effort, ils portaient la lourde responsabilité, pour une certaine mesure, de l'échec de Lamoureux. Leur réveil aura été brutal, espérons que la leçon portera ses fruits.

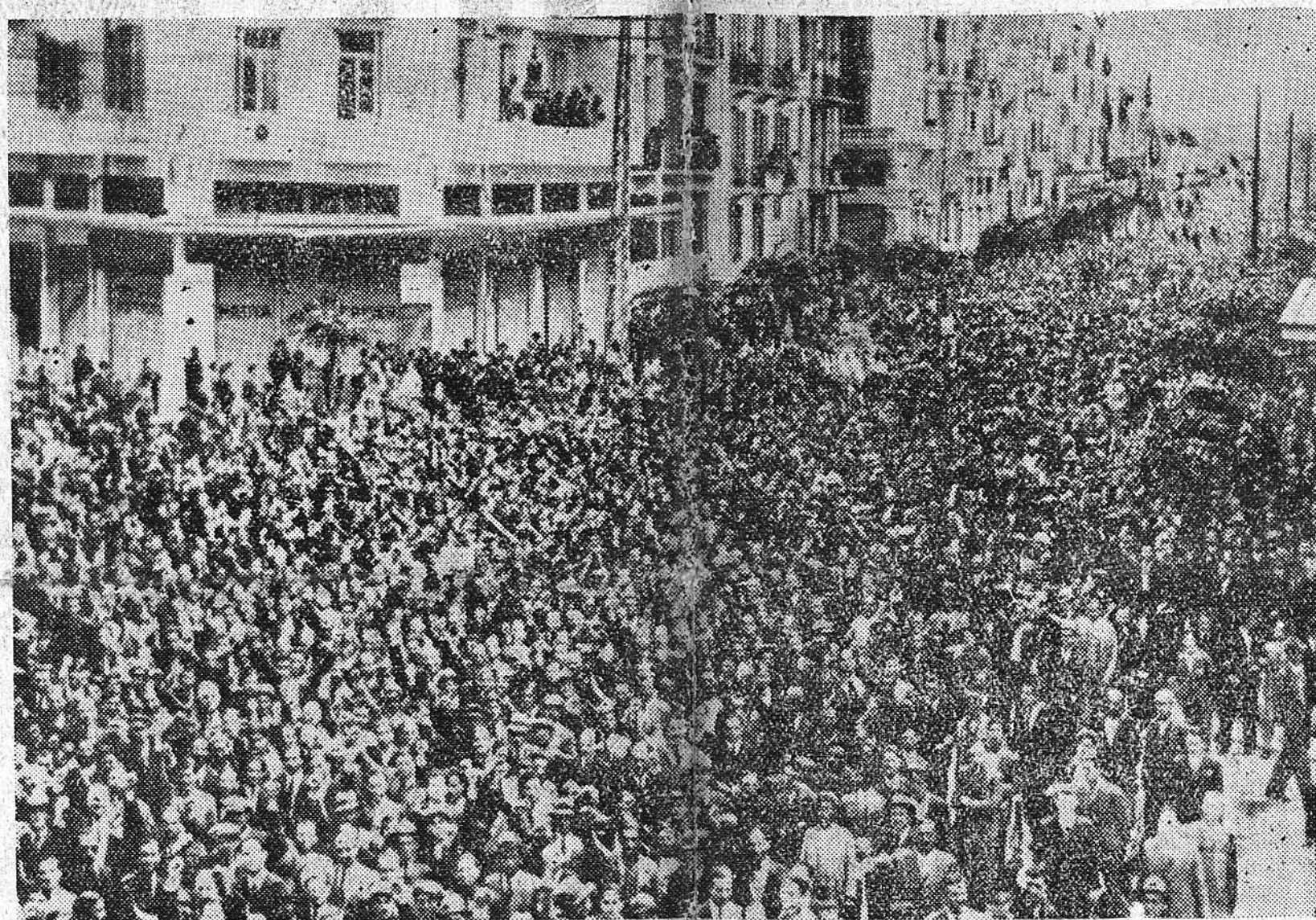
Dans les autres départements, à la veille de l'ouverture de la campagne électorale, les radicaux se sont consultés et ont agi. Les fédérations ont eu une méthode, une tactique et ont appuyé fortement leurs candidats. Dans le département de l'Allier, nous sommes allés à la bataille en rangs désordonnés, sans aucun plan d'action.

Les militants, et en particulier les jeunes radicaux, ne sauraient plus longtemps se résoudre à admettre de la part de la fédération, une pareille faiblesse qui, si nous n'y prenons garde, finira par provoquer la disparition à peu près totale des forces radicales en Bourbonnais. Procédons sans délai à la réorganisation de notre fédération ; faisons-en un organisme vraiment vivant ; modernisons-en les rouages, adaptons-les aux exigences de la vie politique moderne. Certes, les bonnes volontés ne manquent pas ; nous n'avons pour cela qu'à faire confiance à l'esprit éminemment actif et entreprenant de notre ami Léger ; personne mieux que lui n'est capable de mener à bien cette lourde tâche de réorganisation.

Faisons passer sur les comités un souffle vivifiant, infusions leur un sang nouveau. Un trop grand nombre, hélas ! de radicaux ont perdu confiance dans les destinées de notre parti ; aucun esprit vraiment civique ne les anime plus ; complètement disparue cette foi républicaine, ardente, farouche qui animait nos ancêtres et qui a fait la grandeur de la République !

(Voir la suite en 2^e page)

Incidents à Salonique



La grève générale de Salonique a eu de sanglantes conséquences : quinze morts, plus de deux cents blessés. Voici la foule des grévistes protestant contre la sévérité de la répression.

La future majorité

Par Albert MILHAUD

Le parti socialiste S.F.I.O. a la chance d'avoir pour chef, M. Léon Blum, un chef de qualité et il a le mérite de l'avoir maintenu à sa tête, depuis plus de quinze ans : il bénéficie donc de tous les avantages de la continuité. Il bénéficie même de la disparition de leaders impatientes de s'emparer de la première place. Le parti n'a pas suivi les « jeunes » qui s'offraient pour éliminer de vieux chefs : il a conservé intérieurement son état-major éprouvé ; par contre, les imprudents qui voulaient se substituer à cet état-major ont été bannis. Le malheureux Renaudel a été éloigné lui-même pour avoir touché l'arche sainte. On dira tout ce que l'on voudra, il y a de la grandeur dans la ténacité d'un parti si sensible à la valeur, aux services rendus, à la suprématie de l'intérêt collectif. Aujourd'hui, nul ne dénonce plus l'étroit esprit de parti de la rue Victor-Massé ; on s'incline devant sa victoire et on rend hommage aux destinées « partisans » qui portent la Section française de l'Internationale ouvrière au pouvoir.

Disons-le d'un mot. Le « patriotisme » de parti a gagné une grande bataille sur le confusionalisme démocratique.

Naturellement, après sa victoire peut-être inattendue, M. Léon Blum découvre toutes les difficultés de sa tâche. Il a vu, compris qu'il ne les aplanirait qu'en se montrant, dès la première, au service de l'Etat. En entrant en France, le comte d'Artois, le futur Charles X, qui précérait son frère, Louis XVIII, disait : « Il n'y a rien de changé : il n'y a qu'un Français de plus ». M. Léon Blum, de son côté, semble nous dire : « Il n'y a rien de changé en France. Il n'y a qu'un parti gouvernemental de plus ». Et c'est toute la question, c'est la seule, l'unique question.

Si la chrysalide devient papillon, si M. Léon Blum achève la transformation de son parti en un véritable parti national de gouvernement, s'il sait, personnellement, réaliser l'œuvre gouvernementale que le pays attend, s'il garde dans la légalité parlementaire, incarner

cette autorité qui rend in-... Waldeck-Rousseau, de Clemenceau, alors, c'en est fini du passé, tout récent, il regroupera toutes les forces républicaines pour une politique générale digne de la République et de la France. La nation, qui espère un chef à sa taille, oubliera vite, comme elle a oublié pour d'autres, certaines bouades ou certaines fautes du passé.

Mais, pour jouer la partie et la gagner, il faudra bien vite créer le climat du succès. Le parti S.F.I.O. dans l'ensemble est mûr pour l'évolution. Il y a longtemps que l'administration municipale de grandes et de petites cités lui a enseigné l'art de prendre des moyens et de s'adapter. Et, s'il adopte cette ligne de conduite, il ne cessera de gagner dans la marge de ses voisins.

Si cette évolution ne se réalisait pas, il y a des chances pour que la vie parlementaire, après l'éphémère ferveur des heures premières, ne reprenne banalement ses rites dans le cloisonnement des anciennes formules. Si l'esprit partisan l'emporte dans le parti au pouvoir, cet esprit gagnera au dehors. Là, ne s'efface-t-il pas déjà ?

Le parti communiste non seulement refuse de « participer », mais il menace de créer, comme sous la Terreur, avec un autre nom, les fameux comités révolutionnaires chargés de surveiller le zèle civique, de le stimuler et de fustiger les lâches et les défaillants. S'il en était ainsi, il desservirait bien vite le gouvernement qu'il voudrait servir, car il créerait l'atmosphère de Thermidor. Dans le parti radical-socialiste, la tutelle communiste ne tarderait pas à connaître des résistances. Ce ne sont pas seulement les « vingt-deux », dont parle le *Matin*, qui fuiraient dans les brancards, il s'en trouverait bien d'autres, malgré l'intrépide optimisme de Léon Archimbaud. La première faute à commettre pour les socialistes et leurs amis, ce serait de « menacer ». C'est un devoir de les mettre en garde. Déjà la voix de M. Bienvenu Martin, dans

l'Yonne, s'est fait entendre, après celle de M. J. Caillaux. Il est évident que celui-ci a influencé les déclarations financières de M. Léon Blum, il est désirable que celui-là agisse sur les déclarations politiques du futur gouvernement. L'autorité n'est pas dans la rue : on veut l'entendre redire.

D'ailleurs, bien des indices éclairciront le futur ministère d'ici les premiers jours de juin, et tout particulièrement la constitution des groupes. Le parti radical-socialiste, dont les candidats investis comptaient 108 ou 109 élus, le 3 mai, se réduirait à une situation dangereusement diminuée s'il poussait à s'élever son aile droite ; car, en dehors de cette aile droite, il est nombre de radicaux rattachés au front populaire qui, voulant « barrer la route à la réaction », n'ont pas voulu faire un saut dans l'inconnu. C'est l'évidence même. M. Léon Blum sait tout cela et il est assez subtil pour deviner le reste. Il veut réussir et il le peut.

Dès la fin de la guerre il publiait, dans la *Revue de Paris*, des pages très sages, où ne manquent que sa signature, et qui révélaient des dons de chef de gouvernement parlementaire et le sentiment du devoir dans cette fonction.

C'est cette fonction qu'il a voulue ; il l'aura. On le tromperait en lui disant : « Tout sera facile ». Bracke a raison. L'ère des difficultés commence. Quelles seront tout d'abord les groupes et les frontières de sa majorité ? S'il le sait lui-même, M. Léon Blum saura également la condition des concours qu'il veut obtenir.

Il sait aussi, et c'est le plus grave, qu'il prend en main le gouvernement dans un moment où la Société des Nations étant virtuellement à terre et notre pays menacé d'isolement, — c'est le sens d'un récent article de M. Edouard Herriot, — il faut que la France se sente étroitement unie. L'ère de la lutte des classes est passée, l'ère de la solidarité nationale commence. Tel est le mot d'ordre du SALUT PUBLIC. Qui le niera ?

Les Comités Radicaux de Varennes-sur-Allier et de Lapalisse expriment, avec leurs regrets d'un échec immérité, leur inéfectible attachement à M. Lamoureux

Les Jeunesses Radicales-Socialistes de Varennes-sur-Allier et le Comité, réunis le 30 avril dernier, ont voté l'ordre du jour ci-dessous :

« Au moment où l'ingratitude des hommes, les combinaisons de partis, viennent interrompre la prodigieuse dépense de travail que vous prodiguez pour la Nation, pour la République et pour votre arrondissement, les militants R. R. S. de Varennes-sur-Allier tiennent à vous en exprimer avec émotion leurs sentiments d'affection et de gratitude.

« Vous avez donné aux adversaires violents la preuve que vous savez respecter la parole donnée.

« Nous saluons en vous le loyal républicain, l'homme du devoir, le fidèle interprète des militants Varennois.

« Vous emporterez dans votre retraite, que nous désirons éphémère, notre respectueuse reconnaissance et notre bien sincère affection ».

Le Comité Cantonal Républicain Radical et Radical-Socialiste de Lapalisse a, de son côté, voté la motion suivante :

Les délégués du Comité R. R. S. du Canton de Lapalisse, réunis le 7 mai 1936, après avoir examiné dans quelles conditions s'est présentée, déclinée et conclue la dernière campagne électorale pour les élections législatives :

Constatent que le parti R. R. S. en général, et son représentant de notre arrondissement, le citoyen Lucien Lamoureux en particulier, ont été spécialement visés et accusés parce qu'ils ont eu à exercer le devoir ou à y participer dans des circonstances extrêmement graves et délicates, avec au moins le mérite de n'avoir pas fui les responsabilités.

Regrettent l'échec immérité du député sortant de Lapalisse, alors que ses 17 années de labeur parlementaire et sa compétence hautement appréciée de ses

adversaires politiques eux-mêmes — les services signalés qu'il avait rendus dans la région, aux particuliers et aux collectivités, lui donnaient le droit de croire à plus de reconnaissance et à moins de parti pris à son égard, de la part des électeurs.

Rendent hommage par ailleurs au respect de la discipline républicaine et de la parole donnée, dont M. Lamoureux a fait preuve après le premier tour de scrutin.

Lui adressent l'expression de leur estime et de leur sympathie, le remercient de rester fidèle à son arrondissement, se refusent à considérer comme définitif le récent verdict du suffrage universel.

Et comptent sur le citoyen Lucien Lamoureux pour continuer à collaborer au sein du parti R. R. S., à la réalisation des aspirations du Peuple Républicain : « Justice sociale, Respect intégral des libertés démocratiques, Ordre intérieur, Travail et Paix ».

La disgrâce des Radicaux

Sous ce titre, notre confrère Emmanuel Béril dont le talent est bien connu, a écrit les lignes ci-dessous qui ont été publiées par l'hebdomadaire de gauche *Marianne*. Nous pensons qu'elles valent d'être présentées à nos lecteurs :

Succès du Front populaire, diminution, par contre, des effectifs radicaux. Je ne puis la considérer sans regret. Serait-ce communiste, il me paraîtrait convenable d'accorder un soupir de compassion au parti qui a marché à côté de moi dans le rassemblement et qui se trouve perdre un bon tiers de ses électeurs. Mais je me demande s'il est vraiment possible que la République se raffermisse quand que les dangers fascistes décroissent et le parti qui a défendu cette République dans les crises les plus dangereuses subit un tel recul.

Je sais tous les réquisitoires qu'on peut prononcer contre les radicaux.

« Est-ce ma faute, dira le communiste, si vous avez mal gouverné ? Le 6 février, M. Daladier et ses ministres s'enfuyaient des ministères. La droite vous détestait, je vous ai protégés. Sans moi, seriez-vous plus nombreux à la Chambre ? Regardez plutôt les résultats du premier tour et voyez ce que vous seriez devenus si je ne m'étais dévoué en votre faveur. J'ai sauvé vos existences d'abord, vos sièges ensuite. Comment vos amis ne s'en seraient-ils pas aperçus ? »

« Est-ce ma faute, dira le socialiste, si je suis appelé par la dialectique de l'histoire à recueillir votre succession ? Dans presque tous les pays du monde on a vu des gouvernements socialistes. Comment la France ne tenterait-elle pas à son tour une expérience que tant d'autres ont faite et qui, parfois, a réussi ? Vous-mêmes, vous avez succédé aux opportunistes jadis. Il est dur d'entendre crier, dur de crier soi-même : Retirez-vous, c'est maintenant notre tour ! Mais toute la nature retentit de ce cri. »

Je n'en déplore pas moins la disgrâce du radicalisme. Le communisme, le socialisme, lui succéderont peut-être, ils ne le remplaceront jamais. On ne peut le comparer d'une façon valable à aucun parti étranger. C'est un produit spécifiquement français. Il ne définit pas une doctrine, par un programme ; il est une certaine façon d'être, l'équilibre longuement mûri dans nos villages, entre le monde d'autrefois et celui d'aujourd'hui.

Présent, entre l'humanisme, l'individualisme de la France et la rudesse croissante des disciplines que les collectivités exigent des personnes. Conservateur comme la France, raisonnable comme la France, contradictoire comme la France, avare comme la France et généreux comme elle : il n'a pas été importé du dehors, il n'a jamais bénéficié d'aucune vogue. Alain, déjà, quand il était jeune, on souriait qu'il fut radical.

Un parti, qui a su établir entre soi-même et la nation un si fort mariage, comment n'être pas inquiet de le voir si rudement trappé ? A la fois fragile et solide comme les choses qui procèdent de la vie plutôt que de la raison absolue.

traite, les pertes qu'il subit risquent de n'être point réparées.

Le communisme, le socialisme appellent beaucoup plus facilement la conversion, ils appellent aussi le reniement. Combien de communistes, en Allemagne, qui sont devenus hitlériens ?

La disgrâce du radicalisme me paraît impliquer des risques d'autant plus graves que, dans son fond, la France restera radicale du moment qu'elle restera française.

Cette loi dans la nation et cette confiance dans l'Etat, naturelles toutes deux à un peuple conscient de son grand passé, de son grand destin, mais qui n'a jamais oublié quand même que « notre ennemi, c'est notre maître », que notre maître c'est l'Etat et qu'il faut défendre contre la tyrannie des pouvoirs le lopin de terre que de père en fils on cultive, cette combinaison de patriotisme et de socialisme, de prudence et d'espoir, de discipline nationale et d'indiscipline civique, ainsi que cet effort pour intégrer le présent dans le passé et Paris dans la province, la France ne peut pas y renoncer. Il s'agit seulement de savoir quelle formation politique substituer à celle-ci, qui contenait un certain nombre des besoins primordiaux du pays, et il s'agit de savoir quel prix la France paiera pour effectuer cette substitution.

Les élections de 1936 signifient à la fois que le radicalisme a reçu un coup très rude et que la France ne pardonne pas à la droite de le lui avoir asséné. La droite a commis une grande faute en attaquant les hommes de gauche avec une véhémence d'autant plus grande qu'ils se montraient à la fois plus aptes au gouvernement et plus enclins à la conciliation. Elle a cru que si elle parvenait à éliminer les chefs radicaux, si elle parvenait à détruire par n'importe quel moyen, calomnies et violences comprises, le radicalisme dans le pays, les électeurs, n'ayant plus de choix qu'entre l'extrême-gauche et l'extrême-droite, traient tous à l'extrême-droite.

Voilà pourquoi, quand ils établissent la liste des ennemis publics, les journaux les plus réactionnaires donnent à M. Herriot le n° 1, M. Cachin n'ayant que le n° 4. Les élections viennent de faire voir combien le calcul de ces messieurs se faut.

Si la droite détruit la République, elle aura la révolution. Elle pleure aujourd'hui le centrisme perdu. Elle demande comment les radicaux ont pu aller aussi loin à leur gauche, elle oublie qu'elle les y a elle-même poussés à coup de matrique. Elle n'avait pas prévu que plus elle déploierait de violence, plus les communistes montreraient de modération et qu'elle leur offrirait en échange de la paix tout ensemble ne pas la vouloir et ne pas la craindre.

La droite s'est déportée de plus en plus à droite pour rendre impossible la médiation radicale. Elle a pratiqué purement et simplement cette vieille politique du pire qu'un de ses chefs lui-même déclarait être la pire des politiques.

A la mémoire d'un grand comique



On a inauguré, à Ris-Orangis, dans le parc de la maison de retraite qu'il avait fondée, un monument à Dranem. Voici M. Huisman, directeur des Beaux-Arts, prononçant son discours.

Le drame de Genève



Après le départ de M. Aloisi, délégué de l'Italie, la séance du Conseil de la S. D. N. s'est néanmoins déroulée. Voici, pris à la sortie (de g. à dr.), MM. Paul Boncour, Beck et Anthony Eden.